

6

Quelques perspectives d'un processus au goût d'inachevé !

Cinq tendances lourdes circonscrivent l'avenir... La première est l'absence d'une pensée de la démocratie qui servirait de base à une véritable alternative au modèle prédateur en vigueur un peu partout. La deuxième est le recul de toute perspective de révolution sociale radicale sur le continent. La troisième est la sénilité croissante des pouvoirs nègres (...). La quatrième est l'enkystement de pans entiers de la société et l'irrépressible désir, chez des centaines de millions de personnes, de vivre partout ailleurs dans le monde plutôt que chez eux – volonté générale de fuite, de défection et de désertion ; rejet de la vie sédentaire faute de pouvoir dire la résidence ou le repos. A ces dynamiques structurelles s'en ajoute une autre : l'institutionnalisation des pratiques de racket et de prédation, des spasmes brusques, des émeutes sans lendemain qui, à l'occasion, tournent facilement à la guerre de pillage (...). Quitte à utiliser l'État pour détruire l'État, l'économie et les institutions, cette classe est prête à tout pour conserver le pouvoir, la politique n'étant d'ailleurs à ses yeux qu'une manière de conduire la guerre civile ou la lutte ethnique et radicale par d'autres moyens.

Achille Mbembe, *Sortir de la grande nuit. Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La Découverte, 2010, p. 21.

- A. Ngaidé :** Cette crise systématique qui secoue tous les domaines de notre vie m'intrigue depuis plusieurs décennies. En effet, j'ai l'impression que l'incertitude et la rareté, dans tous les domaines, commandent notre devenir. Je ne sais pas si c'est par excès de pessimisme que je le pense ou si c'est en observant les réalités quotidiennes et en écoutant les gens que j'ai été amené à ce constat. Vous, qui avez vécu les décennies d'avant indépendance et suivi ce demi-siècle de « souverainetés nationales » ; qu'en pensez-vous ?
- A. A. Dieng :** La crise est à mon avis systémique. J'utiliserais plutôt ce terme qui rend mieux compte de la situation que tu qualifies de systématique. En fait nous avons eu la chance d'avoir vécu une période différente de celle que nous connaissons à l'heure actuelle. Donc c'est un excellent prétexte pour comparer les deux situations.

Nous étions dans une phase de capitalisme où la concurrence n'était pas très importante, mais aujourd'hui elle l'est devenue par la force des choses et chaque pays essaie, plus ou moins, de faire retomber les effets néfastes de la crise sur les autres. Nous avons essayé de tirer des leçons pour ce qui concerne l'entre-deux guerres en créant des institutions de régulation que sont essentiellement le FMI et la Banque mondiale. Et dans ce cas, il faut noter que le FMI a joué un rôle important en ce sens que, jusqu'à l'heure actuelle, on considérait que les crises étaient conjoncturelles, c'est-à-dire provisoires, non permanentes. Mais la réalité s'est montrée autre de telle sorte que par la suite nous avons compris que la crise est de nature structurelle.

Donc quelque chose de permanent, de durable en un mot, une crise qui atteint le système dans son essence. C'est ce qui explique les programmes d'ajustement structurel dont on a parlé plus haut. Ce qui est intéressant à retenir, c'est que cela nous amène à nous focaliser sur la notion de productivité : ce que les gens appellent les avantages comparatifs... Mais cette productivité se traduit par l'emploi des machines à la place des hommes. Dès lors, il est aisé de comprendre que cette situation soit imputable à la nature même du système. Le programme est d'éliminer les hommes quelque soient leurs besoins, tout en ne retenant que les hommes qui sont solvables. Tout cela démontre l'esprit cynique qui sous-tend le capitalisme.

Pour répondre à la croissance des besoins on n'a pas trouvé mieux que de créer deux catégories : des besoins ordinaires humains et des besoins solvables. Mais aujourd'hui, ce qui est frappant c'est bien l'importance du taux de chômage. Il atteint un seuil jamais observé dans le monde occidental. Le seuil de 3 pour cent qui était jugé intolérable est aujourd'hui largement dépassé dans plusieurs pays. Dans certains pays, il est à deux chiffres et peut atteindre les 10 pour cent, environ 3 fois plus que le seuil fatidique. Ce chiffre annonce un avenir peu reluisant pour la jeunesse.

Du coup, le chômage est devenu un phénomène banal, alors qu'il est à craindre qu'il ne porte préjudice au système lui-même. En effet, ce dernier se montre de plus en plus incapable de résoudre cette question. La régulation qu'on croyait pouvoir se faire par le biais du marché a connu un échec spectaculaire.

Je crois qu'il est même inopportun d'évoquer le témoignage d'un certain nombre d'économistes comme George Joseph Stigler¹ qui étaient très critiques par rapport aux projets établis par la Banque mondiale. Ces projets étaient conçus pour régler cette crise qui frappe non seulement les pays développés mais surtout les pays sous-développés que la crise n'a pas encore fini d'éprouver.

- A. Ngaidé :** Pensez-vous que cette crise, liée en partie à la mondialisation, exacerbe les crises politiques et sociales en Afrique ?
- A. A. Dieng :** C'est clair qu'il y a une forte corrélation entre la crise et les bouleversements sociopolitiques en Afrique. Parce que tout simplement, les

gouvernements africains d'aujourd'hui qui, normalement, sont redevables de leurs populations devraient être en mesure d'assurer l'avenir de la jeunesse. Or, cette jeunesse beaucoup plus instruite, mieux soignée, bien plus nombreuse qu'avant ne peut pas accéder à un emploi salarié. D'où cette propension à créer des termes comme *auto-emploi*. C'est-à-dire devenir son propre patron. En définitive, nous assistons à la prolifération de tous ces termes qui déterminent une situation qui s'apparente à un drame.

Parallèlement à tout cela, nous assistons à la glorification de l'informel qui, dit-on, produit des emplois. A mon avis, il ne s'agit rien moins que de sous-emplois. Pour reprendre l'ancienne terminologie, il s'agit d'un véritable chômage déguisé avec la multiplication du nombre de laveurs et de gardiens de voiture... Ce sont des emplois qui se sont multipliés, qui sont non seulement improductifs mais aussi parasites. Ils ne témoignent pas de la santé économique de nos pays ; au contraire, ils dévoilent de manière cruelle la réalité dans laquelle la jeunesse se trouve coincée.

D'ailleurs, c'est ce qui conduit une frange de la jeunesse à vouloir participer à la répartition des revenus qui sont concentrés entre certaines catégories sociales qui se sont enrichies sur le dos des contribuables. Si on s'amuse à faire la géographie ou la sociologie du vol on serait ébahi de constater que c'est un moyen - je ne me prononce pas sur la légalité ou l'illégalité de ces pratiques - de participer à la répartition des revenus. Ce qui me fait dire que nous avons la mentalité de « répartitionnistes » de revenus et non pas de production de plus-value. Ce phénomène avait été bien cerné par les économistes classiques que constituaient David Ricardo et Adam Smith.

Et aujourd'hui, le marché ne pouvant pas réguler la société on est obligé de revenir sur la nécessité de faire jouer à la fois l'État et le marché, et non plus seulement le marché à lui tout seul comme certains le prétendaient. Puisqu'entre temps, s'est développée une sorte de théologie du marché. D'ailleurs, beaucoup sont devenus de vrais « évangélistes » du marché. Cette situation est à la base du slogan vain de lutte contre la pauvreté ; alors que le phénomène avait été déjà discuté dès la naissance du capitalisme.

- A. Ngaidé :** Ce tableau que vous dressez semble complexifier davantage l'analyse de la situation sociale et politique qui prévaut dans nos pays. Cette atmosphère peut conduire à des déflagrations, par exemple dans la sous-région ouest-africaine qui est prise dans des perturbations devenues presque endémiques ! Je veux parler de ces différentes guerres qui désarticulent les tissus sociaux et plongent les populations dans le désarroi.
- A. A. Dieng :** Comme je viens de le souligner, le chemin de la légalité ne permet plus la répartition et l'accès aux revenus. Beaucoup d'acteurs sont, de ce fait, éliminés du marché et leur seul « salut » semble être le recours à la violence sous toutes ses formes. Cette situation est aggravée par les déclarations irresponsables des gouvernants qui veulent faire croire que leurs pays sont à

l'abri de la crise mondiale actuelle. Cette attitude me paraît tout à fait aberrante dans la mesure où beaucoup de phénomènes observés en Afrique sont liés à cette crise qui perdure et qui désarticule des économies plus solides que celles des pays africains.

Pourquoi je le soutiens ? Parce que depuis que le mur de Berlin est tombé il n'y a plus d'alternatives et celles qu'on nous présente ne sont que de simples réformettes qui sont destinées à corriger les erreurs ou les supposées erreurs du capitalisme mondial, ou alors à tenter de le rendre moins sauvage afin de le domestiquer. Alors qu'il faut attaquer le capitalisme dans son essence même ; car c'est bien là que réside le problème.

Comme je l'ai dit, c'est dans la nature et la logique même du système capitaliste qu'il faut aller chercher les causes de la crise que nous vivons. Il faut bien accepter que le capitaliste n'est pas là pour créer des emplois, il est là pour faire des profits même au détriment de l'emploi. Ce discours n'est pas souvent entendu. C'est pourquoi ceux qui, autrefois, instrumentalisaient le marxisme commencent maintenant à avoir des doutes et à « raser les murs ». Ils ne sont plus pour la lutte des classes, mais pour la lutte des « places ». Autrement dit, il s'agit dans la curée d'ensemble, de s'assurer la part du lion. Et, les Africains sont devenus féroces entre eux-mêmes. Ils ne sont pas féroces à l'égard de l'extérieur sur lequel ils n'ont aucune influence, mais ils le sont contre eux-mêmes. C'est cela qui explique, en partie, les problèmes d'insécurité, d'instabilité et de conflits chroniques qui surgissent sur le continent.

D'ailleurs, toutes ces explosions sociales visent d'abord les biens publics ou les biens des « gens du régime » à tel point, par exemple, au Sénégal, qu'on leur a aménagé un système d'immatriculation banalisée en cas d'émeutes. Ils ont aussi des points de ralliements facilement défendables en cas de danger et d'émeutes. Voyez-vous-même, ils n'habitent pas les banlieues et les artères qui mènent au centre-ville sont faciles à boucler. La configuration de l'espace est conçue pour parer à toutes les éventualités.

A. Ngaidé : Ce que vous expliquez me rappelle l'architecture haussmannienne et la configuration des artères de Paris. C'est un héritage colonial non !

A. A. Dieng : Non. Haussmann, c'est assez particulier parce que tout simplement cet architecte a conçu ses plans sur la base des manifestations des classes ouvrières considérées comme des êtres sauvages et des barbares en politique... Mais ici, ce n'est pas tout à fait la même chose.

À Dakar, par exemple, c'est la configuration péninsulaire qui répond à cette stratégie d'habiter en centre-ville car c'est un lieu plus facile à sécuriser. A Dakar nous avons la cité Boucro située à côté de l'Hôpital Principal. C'est un coin assez discret et stratégique qui permet à certains hommes politiques de se réfugier pendant les événements surtout à partir de ceux de 1968 qui ont secoué Dakar.

En somme, nous pouvons soutenir que toutes ces perturbations sont liées à un manque de projet de société de la part des dirigeants. Ils font des critiques,

mais des critiques de détail. Ils se présentent comme des alternatives alors qu'ils sont bons ou mauvais élèves du FMI. En effet, cette instance leur décerne un satisfecit ou un blâme pour bonne ou mauvaise gouvernance. Je pense que tout cela est aussi lié, comme je ne cesse de le répéter, à cette carence intellectuelle qui caractérise les élites africaines qui n'ont pas lu Marx. Je crois, sérieusement, qu'on soit d'accord avec lui ou non, que c'est l'un des auteurs qui a analysé le système capitaliste dans sa totalité. Il s'est employé à faire une critique serrée de l'économie classique.

A. Ngaidé : Que pensez-vous des crises politiques répétées en Afrique de manière générale et au Sénégal en particulier ?

A. A. Dieng : Comme je l'ai dit dans nos précédents entretiens, la première crise sérieuse que le Sénégal a connue était celle de 1968 quand le régime de Senghor a été remis en cause de manière sérieuse. Cette crise avait des origines budgétaires car la fiscalité commençait à prendre des proportions inquiétantes. On avait institué la taxe sur le développement qui s'est révélée être une grande ponction exercée sur les revenus des fonctionnaires et des salariés. Avec cette énorme ponction sur les salaires et les traitements, nous assistons à un appauvrissement des classes moyennes à cause de la diminution du pouvoir d'achat de toutes ces catégories qui constituaient des ressorts du système dans lequel nous nous trouvons. Ensuite, l'État sénégalais venait de se constituer et s'était mis à faire des dépenses de prestige et de visibilité d'une utilité douteuse.

A mon sens nous n'avons pas assez fait attention à ces différentes ponctions exercées sur le budget national au début de l'indépendance. Aujourd'hui, cinquante ans après, au lieu de s'améliorer, la situation s'est dégradée.

A. Ngaidé : Mais l'alternance intervenue au Sénégal en 2000 avait été vécue comme un moment majeur dans l'évolution des mentalités dans les domaines politique, social et économique. Plus de dix ans après, qu'en pensez-vous ?

A. A. Dieng : L'alternance a eu l'avantage de nous ramener à une meilleure connaissance de la société sénégalaise, en ce sens qu'il y a eu des bouleversements sociaux tels qu'ils ont influé sur le développement des événements politiques. Notons tout simplement que nous sommes en présence d'une classe politique qui n'a aucune ambition économique. Elle n'a d'autre ambition que de vivre grâce aux hommes d'affaires qui se battent autour des marchés de gré à gré. Et tout cela se fait aujourd'hui à grande échelle au vu et au su de tous. Ce système permet la mise en place d'une politique de corruption endémique.

Donc pour moi, l'alternance n'a pas été un événement important, mais un simple révélateur de pratiques latentes qui étaient dans le système. L'alternance a « prorogé » ce qui existait avant et singulièrement durant le régime d'Abdou Diouf. C'est-à-dire créer des privilèges énormes pour calmer une frange de la société. C'est ce qui fait qu'il n'est pas étonnant de voir ceux qui étaient avec Abdou Diouf rejoindre le nouveau régime parce que tout simplement, ils ne

veulent pas perdre leurs privilèges. On fait de la politique une profession pour avoir de l'argent et de la considération au sein de la société. Finalement, l'alternance a révélé ce côté qui était plus ou moins dissimulé. C'est l'une des raisons qui conduit les tenants du pouvoir actuel à dire : « Ils ont fait ça avant nous. Donc ne nous fatiguez pas ! ». C'est juste un changement d'équipe, mais pas un changement de programme et de perspectives pour l'amélioration des conditions socio-économiques des populations.

Les équipes sont interchangeable dans la mesure où ceux qui arrivent au pouvoir n'avaient aucune expérience gouvernementale. D'ailleurs, beaucoup de militants de l'extrême gauche sont entrés dans le gouvernement pour, disent-ils, apprendre à gouverner comme s'il existait, dans ce monde, un endroit où on forme les gens à la gouvernance. Voilà autant d'éléments qui n'ont pas retenu l'attention des chercheurs africains et sénégalais particulièrement. Parce que l'analyse de classes est laissée de côté, la dimension sociale est laissée de côté. On nous fait croire que nous sommes dans un monde de technocrates qui n'a rien à avoir avec les rapports sociaux qui structurent toute la communauté nationale. Ils se disent neutres, donc exempts de toute justification voire de toute analyse pouvant améliorer les conditions de vie des populations.

- A. Ngaidé :** Pensez-vous que cette négligence peut être interprétée comme une faute grave de la part des chercheurs ?
- A. A. Dieng :** Les chercheurs ne se sont pas du tout intéressés aux ressorts sociaux pour produire des analyses susceptibles de nous permettre d'y voir plus clair. Bon, écoutez, ils veulent eux aussi assister à la curée. Quand nous sommes conscients qu'en révélant certaines pratiques nous perdons nos privilèges, il y a de quoi se taire. Les gens ne sont pas motivés pour ça. En plus quand ils le font on les accuse de marxistes.

Je pense qu'un intellectuel doit être « dangereux » en révélant la « vérité ». La vérité est explosive. Elle est révolutionnaire. C'est pourquoi les gens ne sont pas mobilisés pour l'affronter car on y perd plus que ce qu'on y gagne. Ils croulent sous le poids des exigences sociales au point qu'ils n'ont pas le temps de faire de la recherche approfondie comme dans les pays développés.

La division du travail est telle que les dirigeants ne considèrent pas que la recherche puisse être utile pour eux. Les gens ne mesurent pas l'importance de la réflexion dans la mise en place de politiques publiques adéquates. Par exemple, les renseignements ne sont utilisés que pour réprimer alors que les renseignements généraux auraient dû servir à la compréhension réelle de la situation du pays afin de prendre les mesures idoines pour la régler au bénéfice de la quiétude sociale. Il est vrai que les systèmes de renseignement n'ont pas pour vocation de trouver des solutions, mais ont pour rôle d'alerter les tenants du pouvoir afin d'esquisser des solutions.

Dans ce sens Senghor a été très habile en développant par exemple Radio Sicap. Il lançait des informations pour tester l'opinion et ensuite il prenait les décisions pouvant améliorer la situation.

Par conséquent, aujourd'hui les gens ne s'intéressent pas à la recherche pour connaître la société. Ce qui les intéresse, plutôt, c'est pour qu'ils soient bien vus à Washington ou à Londres. Pour cela, ils sont prêts à payer des sommes énormes pour savoir ce qui se passe dans les couloirs des instances internationales.

A. Ngaidé : Est-ce que vous pouvez nous dire un mot sur le jeu politique sénégalais depuis la tenue des Assises nationales ?

A. A. Dieng : Il m'est difficile de me prononcer sur les assises nationales. Parce que je n'y ai pas participé. Et quand on n'est pas d'accord sur leur tenue, il est évident qu'il est difficile de porter un jugement.

A. Ngaidé : Mais pourquoi vous n'avez pas accepté d'assister aux assises, un événement considéré comme un tournant politique et social au Sénégal depuis l'avènement de l'alternance ?

A. A. Dieng : Si les partis politiques sont incapables de s'entendre ce ne sont pas les gens de la société civile qui vont régler les problèmes d'autant plus que cela a été l'occasion pour la société civile d'apparaître non plus comme une société civile, mais plutôt comme un parti politique déguisé, camouflé...

A. Ngaidé : Cela peut apparaître comme une accusation grave de votre part non !

A. A. Dieng : Ah non ! Ce n'est pas une accusation. Le constat a été fait par bien d'autres avant moi. Donc, je ne serai pas soupçonné « d'accusation grave » comme tu dis.

A. Ngaidé : Donc vous voulez dire, par là, que la société civile sénégalaise ne joue pas son rôle ou tout simplement qu'elle n'existe pas de manière formelle...

A. A. Dieng : Mais est-ce qu'on peut parler de société civile sénégalaise ? Je te retourne ta question. J'évite d'ailleurs d'utiliser ce terme parce que je trouve que c'est inadéquat. Dans ce pays, les gens se réveillent, rassemblent quelques personnes et disent qu'ils sont de la société civile ; au nom de quoi ? Ils n'ont aucune légitimité pour se déclarer « société civile ».

A. Ngaidé : Que serait pour vous une société civile, dès lors que vous contestez « l'état-civil » de ces organisations ?

A. A. Dieng : Il faut d'abord noter que les conditions ne sont pas remplies pour consacrer l'émergence d'une société civile digne de porter ce qualificatif. Nos sociétés ne sont pas encore suffisamment différenciées. Les rapports personnels, les rapports de sang, les rapports de castes... continuent de jouer un rôle important dans nos comportements quotidiens.

Nos sociétés ne se sont pas émancipées d'un certain nombre de choses qui font que l'homme sénégalais n'est pas encore un citoyen dans le plein sens du terme. On a l'habitude d'entendre dire par-ci et par-là ; citoyen, républicain alors que ce sont de simples mots. C'est une situation qui va certainement advenir, mais nous sommes encore loin de la réalisation de cet idéal. Donc, notre discours prend l'allure d'une incantation pure et simple autour de ces concepts dont la traduction concrète pose problèmes. De ce fait, le concept de société civile est importé depuis le temps de Mitterrand jusqu'à celui de Kouchner.

En définitive, je souhaite dire tout simplement que nous sommes en panne ; que ce soit du côté socialiste ou que ce soit du côté dit, aujourd'hui, libéral. La classe politique est laminée de partout. Le parti libéral qui dirige le pays n'a rien de libéral en soi. Toutes ces infrastructures qui émergent, seulement, dans la capitale sont des moyens adéquats pour extorquer de l'argent au contribuable sénégalais. D'ailleurs la capitale est aujourd'hui coupée du pays. Elle tourne le dos au monde rural et exacerbe les luttes foncières dans une presque île qui étouffe. Les réserves foncières sont épuisées. J'ai l'impression que les luttes autour de la propriété foncière vont être très graves ces prochaines années. Il ne faut pas oublier qu'à l'indépendance le pays faisait à peine 3 millions d'habitants alors qu'aujourd'hui on compte plus de 12 millions de Sénégalais qui souhaitent tous converger vers Dakar.

Déjà des problèmes surgissent de partout avec les derniers découpages administratifs dont les soubassements sont bien entendu les tentatives de contrôle du foncier et de réécriture de la carte électorale dans les banlieues à la veille de l'élection présidentielle de 2012. C'est pourquoi, nous assistons, ces derniers temps, à des scènes de violences répétées. Les populations commencent à résister face à l'accaparement des terrains par les gens les plus nantis de ce pays et qui se sont enrichis grâce à leur immixtion dans les affaires économiques, comme je l'ai souligné plus haut.

Je pense sérieusement que l'infrastructure doit répondre à un plan de développement global bien réfléchi et bien pensé pour que ses résultats puissent peser sur la balance budgétaire. C'est donc cette situation très confuse qui a conduit à l'émergence de ces différentes organisations qui se réclament de la société civile et qui « capturent » les financements extérieurs.

- A. Ngaidé :** Dès lors, quels sont les mécanismes à mettre en place pour tracer des perspectives de sortie de crise pour le Sénégal ?
- A. A. Dieng :** Voilà encore un autre terme : « sortie de crise » ! Je suis très critique à l'égard de son utilisation. Elle est devenue abusive au point de brouiller tous nos sens. Pour sortir de la crise, il faut renoncer au capitalisme. Mais pour atteindre ce but, il faut une longue bataille qui repose sur des luttes entre les classes. Il ne faut pas passer tout son temps à se cacher : la lutte des classes n'est pas une invention des marxistes. C'est une invention de la bourgeoisie contre la féodalité. Nous tentons de ranger tout cela de côté sans nous rendre compte

que nous faisons fausse route. La lutte des classes existe dans nos sociétés. Il suffit de regarder les phénomènes sociaux comme les mariages par exemple. Les gens se marient selon leur appartenance à la même classe. Faites un tour dans les mosquées ! Ce sont des phénomènes que nous souhaitons nous dissimuler parce que nous-mêmes nous sommes intéressés. C'est une tendance naturelle, certes, de se marier selon l'appartenance à la même catégorie sociale, mais il faut aussi le reconnaître et ne pas le cacher. C'est très clair qu'un « have not » ne peut pas vivre avec « une have » et vice-versa. C'est une réalité et je ne recule pas devant la discussion autour de ces faits.

Maintenant la question qui se pose, c'est que faut-il en faire pour tracer une politique de développement social et économique ? Parce que tout simplement, on n'invente pas les classes sociales sur lesquelles on s'appuie pour gouverner ou impulser le développement. On les trouve sur place. Elles stagnent ou elles se développent et cela ne dépend absolument pas de nous.

Par conséquent, il appartient aux gens férus dans le domaine des études prospectives - ceux qui ont des projets de société - de répondre à la question de savoir comment les utiliser.

A. Ngaidé : Que pensez-vous de la perspective 2012 ?

A. A. Dieng : D'abord, je pense que nous sommes arrivés à une situation de désespoir, de confusion totale extrêmement dangereuse pour le pays : en ce sens que nous sommes en présence d'un Président qui a atteint un certain âge et qui souhaite continuer encore à gouverner. Et pourtant, certaines personnes averties lui conseillent de sortir par la grande porte. C'est-à-dire de partir et d'assurer une transition douce. Cette situation peut conduire à des phénomènes de violence très grave. Je ne parle pas de la tentative de « dynastisation » du pouvoir et de l'inexistence actuelle de règles budgétaires claires. La bourgeoisie s'est révoltée contre la féodalité sur la base de la mauvaise utilisation de la fiscalité non !

Ensuite, depuis quelque temps on ne discute que de régime présidentiel, parlementaire et comment revoir le fichier électoral. En somme, comment utiliser des instruments pour qu'ils deviennent des fins en soi. Il faut coûte que coûte conquérir le pouvoir. Mais conquérir le pouvoir pour quoi faire et pour qui ? Je pense que la violence a commencé déjà de manière sporadique dans le pays. Et pour détourner les gens, on les autorise à marcher selon les bonnes volontés du pouvoir.

Pour l'opposition, je ne vois pas encore son ambition et son projet de société. Je me pose cette question depuis toujours.

A. Ngaidé : Que conseillerez-vous au pouvoir et à l'opposition à la veille de 2012 pour qu'il n'y ait pas de violences pré et postélectorales ?

A. A. Dieng : Je n'ai rien à leur dire. Ils sont majeurs et doivent savoir à quoi s'en tenir dans ce genre de situation. Ils ne sont ni malades ni inintelligents pour que je leur prodigue des conseils et leurs propose des recettes de gouvernance et de gestion des tensions devenues de plus en plus visibles.

Je pense qu'ils ne sont plus radicaux comme ils le pensaient. Ils sont aussi conservateurs que les autres. Il faut chercher, et à tout prix, des compromis et des consensus pour maintenir un certain équilibre. Quand on met tout le temps la stabilité au centre d'un régime, c'est qu'on est conservateur. Pour nous rendre encore malheureux, ils discréditent l'ordre à venir pour maintenir celui dans lequel ils nous gouvernent. C'est aussi simple que ça. En un mot, il faut maintenir l'ordre qui permet de piller le pays ; un point, c'est tout. Voilà le statu quo dans lequel nous vivons !

Enfin, j'espère tout simplement que les gens pourront se ressaisir à temps pour remettre au goût du jour les notions de travail, d'éthique de la responsabilité, de renforcement de la confiance, de reconstruction des valeurs républicaines et la volonté de développement pour l'ensemble du peuple sénégalais dans un environnement sous-régional apaisé. Il est à craindre que les vertus cardinales, qui nous font croire que l'homme sénégalais est un homme de paix, volent en éclats.

Il n'y a pas plus violent que celui qui a perdu ses repères. Les incertitudes sont telles qu'un tournant salvateur est devenu indispensable pour l'amorce d'une nouvelle ère de quiétude et de sérénité.

Dakar, le 11 juin 2011

Note

1. Ancien Vice-président de la Banque mondiale.